

## "L'Europe à responsabilité limitée" dans Süddeutsche Zeitung (2 juin 1955)

**Légende:** Le 2 juin 1955, le journal allemand Süddeutsche Zeitung décrit les problèmes à l'ordre du jour de la conférence qui, du 1er au 3 juin 1955, réunit à Messine les ministres des Affaires étrangères des six pays membres de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA).

**Source:** Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft, Sport. Hrsg. FRIEDMANN, Werner; GOLDSCHAGG, Edmund; SCHÖNINGH, Dr. Franz Josef; SCHWINGENSTEIN, August ; Herausgeber Friedmann; Werner. 02.06.1955, n° 129; 11. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "Europa mit beschränkter Haftung", auteur:Schuster, Hans , p. 1; 2.

**Copyright:** (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/l\\_europe\\_a\\_responsabilite\\_limitee\\_dans\\_suddeutsche\\_zeitung\\_2\\_juin\\_1955-fr-ad56d714-3563-4d4f-b9f1-951f717a7a92.html](http://www.cvce.eu/obj/l_europe_a_responsabilite_limitee_dans_suddeutsche_zeitung_2_juin_1955-fr-ad56d714-3563-4d4f-b9f1-951f717a7a92.html)

**Date de dernière mise à jour:** 06/07/2016



## Une Europe avec des responsabilités limitées

de Hans Schuster

Personne ne s'attendait à de grandes émotions politiques, lorsque, à l'ombre de l'Etna et à la périphérie de l'Europe, a débuté la conférence des ministres des Affaires étrangères des six pays de la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Le silence s'est alors fait tout autour de l'Europe. Alcide de Gasperi, un des plus fervents instigateurs de l'intégration européenne, n'est plus. Son collègue belge Spaak doit se consacrer aux affaires nationales de son gouvernement. Robert Schuman s'est retiré à l'arrière-plan de la politique française. Il semble que les efforts qu'il a investis dans la création d'une nouvelle plate-forme politique pour Jean Monnet, l'inspirateur du Plan Schuman, aient échoué. De son côté, le chancelier allemand, seul rescapé de la vieille garde, est le seul ministre des Affaires étrangères à se faire suppléer à Messine, par son secrétaire d'État Hallstein.

Rien ne caractérise mieux la situation de l'intégration politique que les mots empreints de mélancolie que Jean Monnet a adressé aux chefs de gouvernement des pays membres de la CECA il y a quelques jours – au grand déplaisir du gouvernement français: «Déterminé à employer toutes mes forces pour contribuer à la création d'une fédération européenne, pour laquelle la Communauté européenne du charbon et de l'acier ne représente que la première étape, je suis arrivé à la conclusion en novembre de l'année dernière, lorsqu'aucun progrès ne s'est fait sentir dans cette voie, que je serai plus utile à ce projet si je récupérais ma pleine liberté d'action...». L'irritation à Paris n'a pas dû être moindre lorsque, précisément à la veille du congrès en Sicile, Bonn a cru nécessaire de manifester son soutien à Jean Monnet, lequel, à la demande de certains cercles français influents, devait être remplacé par un partisan de l'intégration moins passionné.

Entre-temps, le Parlement de la CECA et la Haute Autorité ont essayé de se ressaisir et de faire face par une vigoureuse offensive à la crise qui les guette. L'Assemblée de la CECA attend un élargissement de ses pouvoirs ainsi que de ceux de la Haute Autorité et a recommandé aux ministres de prendre l'initiative de créer d'autres associations supranationales d'après le modèle de la CECA. Finalement, lorsqu'il s'est adressé aux chefs de gouvernement, Jean Monnet s'est déclaré disposé à demeurer dans ses fonctions – «étant donné l'élan qu'a connu la politique européenne des différents gouvernements.»

Quelle que soit l'issue du scrutin pour le futur président, la situation politique globale à laquelle la CECA est confrontée ne changera pas. Les conceptions très divergentes des gouvernements sur la suite des événements s'affrontent à Messine. Il est révélateur que ce soit Beyen, le ministre néerlandais des Affaires étrangères, qui ait fait le plus parler de lui avec les projets d'intégration les plus audacieux. Mais la première nouvelle qui nous est parvenue de Sicile est que les projets d'une communauté européenne de transport et d'un pool atomique ont été abandonnés provisoirement. On remarque dans la position du gouvernement fédéral allemand que «l'intégration» – un terme malencontreux dont on ne peut manifestement pas se passer – devrait être réalisée en premier lieu grâce à la résolution du problème monétaire et à la suppression des restrictions dans les échanges commerciaux.

Cette orientation – qui laisse entrevoir l'empreinte d'Erhard – serait réjouissante si elle signifiait l'abandon d'autres expériences supranationales au profit de la résolution du problème capital: la convertibilité des différentes monnaies. L'avantage d'une politique de libéralisation par rapport à la création de nouvelles centrales supranationales de planification serait double. D'un côté, cela permettrait de parvenir plus facilement à l'objectif d'un marché commun regroupant tous les biens. D'un autre côté, le fait de s'éloigner de l'idéal du supranational faciliterait, dans la situation actuelle, le rapprochement entre la Grande-Bretagne et la Communauté économique européenne. Comme on le sait, l'accord entre la Grande-Bretagne et la CECA ne représente de toute façon qu'une relation très vague, qui engage seulement les Britanniques à échanger des informations et à consulter la CECA.

Tant que la France n'est pas suffisamment confiante pour se sentir pleinement en sécurité dans un regroupement européen plus étroit, la Grande-Bretagne se verra attribuer une position clé dans tous les efforts d'unification européenne. Après la signature des Accords de Paris, on avait vanté comme une véritable révolution la décision de Londres de maintenir en permanence quelques divisions sur le continent.

Mais cette rupture avec la tradition anglaise ne peut à vrai dire pas masquer le fait que l'objectif de ces divisions était moins l'unification européenne que la consolidation de cette zone avancée stratégique. À Londres – et pas seulement là – ce n'est pas l'Europe la grande réalité, mais le système de défense atlantique. Une réalité où l'on est tenté de donner moins d'importance non seulement à la question de la réunification allemande, mais aussi à l'objectif d'une union européenne indépendante.

Les créateurs de la CECA ont toujours eu conscience du fait que l'intégration économique de différents secteurs ne pouvait à elle seule résister sur le long terme, et qu'elle ne pouvait être que le début d'une intégration économique, militaire et politique. L'intégration économique devait être suivie de l'intégration militaire, qui devait être suivie de l'intégration politique des Six, le tout couronné par des élections européennes directes. Le rejet de la Communauté européenne de défense a interrompu ce développement; le projet constitutionnel complexe, auquel von Brentano, notre futur ministre des Affaires étrangères, s'est consacré avec une grande ferveur, est en suspens. Les Accords de Paris avaient posé les jalons de la défense atlantique – ce que les tentatives de sauvetage de l'Union de l'Europe occidentale n'ont pas pu masquer. C'est en premier lieu cette décision, et non pas tellement l'éveil du sentiment allemand d'unité souvent pointé du doigt à l'étranger, qui a provoqué une grande désillusion et la fin de la vague d'émotion en faveur de l'intégration. Maintenant, nombreux sont ceux qui pensent qu'ici en Allemagne la volonté de réunification et la foi en l'Europe sont des sentiments désespérément contradictoires, comme si dans tous les pays, et particulièrement en République fédérale d'Allemagne, on avait assisté à un revirement d'une mentalité européenne à une mentalité nationale. Si, il y a cinq ans, l'enthousiasme démesuré des Allemands pour l'Europe paraissait suspect, c'est maintenant leur désillusion qui éveille les soupçons.

Il serait bien de ne surestimer ni l'un ni l'autre. L'expérience de ces dernières décennies, la conclusion que l'Europe en tant que société d'États à l'ancienne n'a pas d'avenir et ne peut subsister entre les différents blocs est trop profondément ancrée chez tous les Allemands pour disparaître sans façon du jour au lendemain. À vrai dire, il faut se rendre compte qu'il n'y a guère de sens à imprégner de sentimentalité européenne l'organisme de l'OTAN, qui est bien organisé et déjà «supranational» à beaucoup d'égards, et à susciter ainsi de faux espoirs. Mais il serait plus dangereux encore à la longue que nos voisins sous-estiment le poids écrasant de la tragédie qu'est la division allemande. Il est ironique que les Allemands écopent d'un problème national de réunification au moment même de leur histoire où ils commencent, sans restriction et plus que toute autre nation, à penser européen. Si en plus ce problème n'est pas résolu, le chemin vers les États-Unis d'Europe sera barré.